

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle Chronique, Eolien & Sites et sols pollués
17 rue de la Plaine des Isles
89000 AUXERRE

AUXERRE, le 2 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

110 BOURGOGNE

37 route de la Gare

89480 Etais-la-Sauvin

Références : 230429
Code AIOT : 0025500019

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/08/2023 dans l'établissement 110 BOURGOGNE, implanté 37 route de la Gare - 89480 Étais-la-Sauvin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 110 BOURGOGNE
- 37 route de la Gare - 89480 Étais-la-Sauvin
- Code AIOT : 0025500019
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site 110 BOURGOGNE de Etais-la-Sauvin est constitué de 2 silos d'une capacité de 28 300 m³ et de 2 100 m³ d'engrais liquides

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 2023: silo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 28/11/1986, article 1.2	/	Sans objet
2	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
3	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
5	Équipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
6	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
7	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est bien entretenu, il a été constaté l'absence de poussière dans les installations.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/11/1986, article 1.2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : 376 bis 1: silos de stockage de céréales, graines, produits organiques dégageant des poussières inflammables, d'un volume total de stockage supérieur à 15 000 m ³ (capacité totale de 28 300 m ³) 182 bis : dépôts d'engrais liquides, en, récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, de capacité totale de 150 m ³ .
Constats : Les capacités de stockage de l'établissement n'ont pas évolué, seul le numéro de rubrique fait l'objet d'une modification du fait des évolutions de la nomenclature. AUTORISATION => Capacité de stockage de 28 300 m ³ - Rubrique 2160-2.a : Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 - 2. Autres installations - a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m ³ DÉCLARATION => Capacité d'engrais liquides de 2 x 100 m ³ - Rubrique 2175 : Engrais liquides (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à 3 000 l, lorsque la capacité totale est supérieure à 100 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Culture de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée : Prescription contrôlée L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.</p> <p>Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.</p> <p>Constats : L'installation est exploitée sous la surveillance du responsable silo d'Etais-la-Sauvin, qui a suivi les formations spécifiques aux risques liés à l'activité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renouvellement risques IEP (poussière) le 28/04/23 - Maîtrise du risque incendie : « équipier de première intervention » le 07/03/23 - Sensibilisation sur les risques incendies, explosions poussière le 10/06/21 - Mesure prévention et sécurité de 110 BOURGOGNE le 10/06/21 - Autorisation de conduite de chariots automoteurs le 26/11/21 <p>Cette personne rend compte de son activité au Responsable de secteur. Une fiche de poste nominative est définie, intégrant les différentes missions, et notamment la préparation, conduite, entretien et maintenance du matériel et des installations.</p> <p>Les formations de l'ensemble du personnel sont inscrites dans un plan de formation annuel. Ce plan est actualisé tous les 6 mois. 8 formations ont été inscrites en 2023 (certiphyto Renouvellement + Initiaux, habilitation électrique, FCO transport de marchandises, ADR, risque incendies explosion poussière en silo, conduite séchoir SMES, équipier de première intervention / EPI, SST)</p> <p>Le plan de formation 2024 est défini entre septembre et décembre de l'année en cours pour l'année suivante.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.</p>
<p>Constats : Des consignes de sécurité et d'exploitation sont établies. L'exploitant a transmis au préalable de la visite la consigne « gestion d'une élévation anormale de température dans une cellule » et « panneau gestion d'une élévation anormale de température ».</p> <p>Si une élévation de température du grain est constatée au cours d'un contrôle (+5°C par rapport au contrôle précédent), le personnel doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - prévenir la responsable QSE pour connaître la conduite à tenir - afficher sur votre synoptique le panneau suivant - préciser sur le panneau le n° de la cellule concernée. La consigne précise que le non-respect représente une faute professionnelle grave. <p>L'exploitant a également présenté la consigne d'élaboration d'un permis de feu, ainsi que la consigne contrôle des équipements après intervention (précisant la procédure de remise en route des équipements après un arrêt). Cette procédure indique la liste des points de contrôle sur chaque équipement (transporteurs à chaînes, convoyeurs à bande, vis sans fin, élévateurs, nettoyeurs / calibreurs, ventilateurs, aspiration centralisée).</p> <p>Elle indique que tous les appareils qui seront modifiés, réparés, révisés devront particulièrement être contrôlés de façon à limiter au maximum les risques cités, dans la liste non exhaustive ci-jointe (émanations de poussières, frottement des pièces métalliques en mouvement, échauffements des équipements, risques d'accident et d'incident (incendie et explosion, court-circuit électrique).</p> <p>La procédure précise que la remise en marche des équipements après intervention se fera uniquement en présence des équipes de maintenance et ou prestataires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.</p>
<p>Constats : Une consigne de rédaction d'un permis de feu, mise à jour en mars 2023, est présentée par l'exploitant. Le responsable de silo, par délégation du responsable de sécurité, autorise les travaux (soudure, meulage, disque, ...).</p> <p>Il est indiqué dans la consigne que le responsable du silo, par délégation du responsable sécurité, autorise les travaux après avoir aspiré la zone de travaux y compris dans les endroits peu visibles (hauteur et recoin), doit procéder à l'examen des lieux avec l'intervenant, et doit s'assurer que les précautions obligatoires ont été prises.</p> <p>Cette consigne prévoit également la vérification des précautions avant l'intervention, les inspections obligatoires pendant les travaux par le responsable du site, et les vérifications après avant / pendant / et après l'intervention à 1H00 et 2H00.</p> <p>Le personnel sur place a connaissance de cette consigne.</p> <p>Toute intervention est consignée dans un registre d'entrée. Celui-ci mentionne s'il s'agit d'une intervention par point chaud. Si oui, un permis de feu est délivré dès l'entrée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]. L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté le compte-rendu de vérification électrique Q18 du 09/11/2022 et Q19 du 11/02/2022.</p> <p>Ce compte-rendu fait apparaître une absence ou inadaptation des dispositifs de protections contre les surintensités. Ce point faisait déjà l'objet d'un signalement lors de la précédente visite du 02/11/2021. Une commande d'intervention a été réalisée le 14/11/2022. Ce point a été pris en compte et résolu. La société SERA est intervenu les 9 et 25 janvier 2023. La facture du 31/07/2023 a été présentée par l'exploitant. Le prochain contrôle est prévu début novembre 2023.</p> <p>Un tableau de suivi est présenté par l'exploitant. Celui-ci permet de suivre les non-conformités, observations éventuelles, ainsi que les demandes d'intervention. En cas de non-conformités ou observations, le rapport de l'organisme de contrôle ainsi qu'un bon d'intervention sont adressés systématiquement au prestataire pour intervention.</p> <p>Un logiciel GMAO est en cours d'acquisition et de paramétrage. Il permettra une meilleure visibilité de l'avancée des actions.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Un système d'aspiration des poussières est mis en place sur chaque installation. Un nettoyage régulier est réalisé. Lors de la visite, l'IIC a constaté que les installations et les locaux étaient propres. Des filtres à manche dans le silo 2 et un cyclone dans le silo 1 sont mis en place. Des sondes de températures sont disposées dans les cellules de stockage : - Silo 1 : une sonde par cellule, avec 15 capteurs (tous les 2 mètres) - Silo 2 : trois sondes par cellule avec 15 capteurs (tous les 3 mètres) Les températures sont consultables à tout instant. Les valeurs sur cellule vide font l'objet d'un rapport une fois par an. Si une élévation de la température était constatée, l'exploitant pourrait déclencher la consigne. Si l'exploitant constate une élévation de la température du grain au cours du contrôle (+ 5°C par rapport au contrôle précédent), il doit : - Prévenir le responsable QSE pour connaître la conduite à tenir - Afficher un panneau indiquant le numéro de la cellule concernée L'exploitant a également fait l'acquisition d'un groupe froid permettant de refroidir le grain plus rapidement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : L'exploitant indique utiliser des transporteurs à chaînes et non des transporteurs à bande.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet